

## **Communiqué de presse : « Le gouvernement a le devoir de préserver le pluralisme de la presse »**

Il n'a pas fallu attendre longtemps pour que l'ouverture excessive des « robinets » publicitaires pour financer la RTBF ne vienne déstabiliser tout le secteur des media francophones : presse écrite, radiophonique et télévisée.

La réaction de la presse privée à la création du plan multimedia de rtbf.be est totalement justifiée et était prévisible.

Non parce que la RTBF n'aurait pas le droit d'évoluer et devrait rester confinée aux supports de diffusion traditionnels, mais parce que le gouvernement la condamne à le faire en attaquant le marché publicitaire.

Les décisions récentes prises par la majorité PS/CdH/Ecolo contraignent la RTBF à agir de la sorte puisque dorénavant celle-ci peut assurer 30 pour/cent de son financement par de la publicité, que pratiquement tous les filtres ont été supprimés (coupures dans les fictions, tunnels publicitaires?).

Il est inacceptable que tout le secteur de la presse d'information soit victime de cette politique « olivier » : la RTBF bénéficie d'une dotation publique qui induit une distorsion de concurrence par rapport aux autres opérateurs lesquels sont nécessaires à la survie de la presse privée et au pluralisme de la presse d'information.

Quant au fait que les Etats généraux des Media promis n'aient pas été organisés, la responsabilité en est à la majorité qui a été incapable de s'entendre sur l'organisation, les auditions?

Le gouvernement a la responsabilité démocratique de revoir sa position afin de préserver le pluralisme de l'information.

Richard MILLER